

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Cône Sud

### Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay



Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago  
Du 9 au 23 janvier 2026

#### Zoom – Signature de l'accord UE–Mercosur à Asuncion

**L'accord UE–Mercosur a été signé le 17 janvier 2026 à Asunción, sous la présidence pro tempore du Paraguay,** en présence du Président du Conseil européen A. Costa, la présidente de la Commission européenne U. Van der Leyen et des Présidents argentin J. Milei, paraguayen S. Peña, uruguayen Y. Orsi. Le texte prévoit une libéralisation progressive des échanges de biens et de services (95 % des lignes tarifaires côté UE et de 91 % côté Mercosur), ainsi que des dispositions de convergence réglementaire et d'accès au marché. La séquence a fait l'objet de réactions positives dans le Cône Sud, avec quelques nuances.

**En Argentine, l'exécutif exprime son soutien à l'accord, perçu comme un levier de repositionnement international et de croissance économique.** Le président J. Milei et ses ministres ont mis en avant l'accès au marché européen, les perspectives d'exportations agroalimentaires et l'attraction d'investissements européens en Argentine. Le ministre des Affaires étrangères évoque également une hausse potentielle des exportations argentines vers l'UE de +76 % à cinq ans et +122 % à dix ans. La presse présente l'accord favorablement, mais relaie aussi certaines inquiétudes de l'industrie, dont l'activité est en baisse depuis 2023, en particulier dans les secteurs textile, automobile et électronique. Si l'Union des industries argentine (UIA) met officiellement en avant de possibles gains (modernisation technologique de l'industrie, partenariats avec des entreprises européennes), elle insiste sur la nécessité de mettre à profit les années précédent l'abolissement total des barrières tarifaires pour engager des réformes structurelles, afin de renforcer la compétitivité du secteur. Dans le secteur agro-exportateur, plusieurs organisations ont également exprimé leurs préoccupations face à la possible activation des clauses de sauvegarde dans leur secteur.

**Au Paraguay, les autorités mettent en avant la dimension symbolique et diplomatique de la signature à Asunción, présentée comme un succès institutionnel.** Le ministre des Affaires étrangères a néanmoins indiqué que l'accord « ne satisfait pas pleinement » le pays, en raison de certaines restrictions d'accès aux marchés, tout en reconnaissant les avantages du nouveau cadre commercial.

**En Uruguay, le gouvernement indique son soutien à l'accord, tout en reconnaissant la nécessité d'accompagner les secteurs exposés à la concurrence européenne.** La presse et les syndicats se sont fait l'écho des inquiétudes concernant l'emploi et la politique industrielle. Les autorités rappellent que certains secteurs bénéficieront de calendriers de démantèlement tarifaire pouvant aller jusqu'à 15 ans, et que la répartition des quotas (viande, riz, miel) demeure un enjeu politique.

**Les trois pays du Cône Sud ont annoncé leur intention de procéder à une ratification rapide de l'accord.** S'agissant du vote du Parlement européen du 21 janvier sur la saisine de la CJUE, les réactions sont restées à ce stade limitées dans la région, mais globalement confiantes dans un verdict final en faveur de l'accord. La presse évoque surtout, de manière factuelle, la possibilité d'une application provisoire de l'accord après ratification par les pays du Mercosur.

#### LE CHIFFRE A RETENIR

**111 Md EUR**

Le commerce (en biens) entre l'UE et les pays du Mercosur en 2024

## Principaux indicateurs macroéconomiques

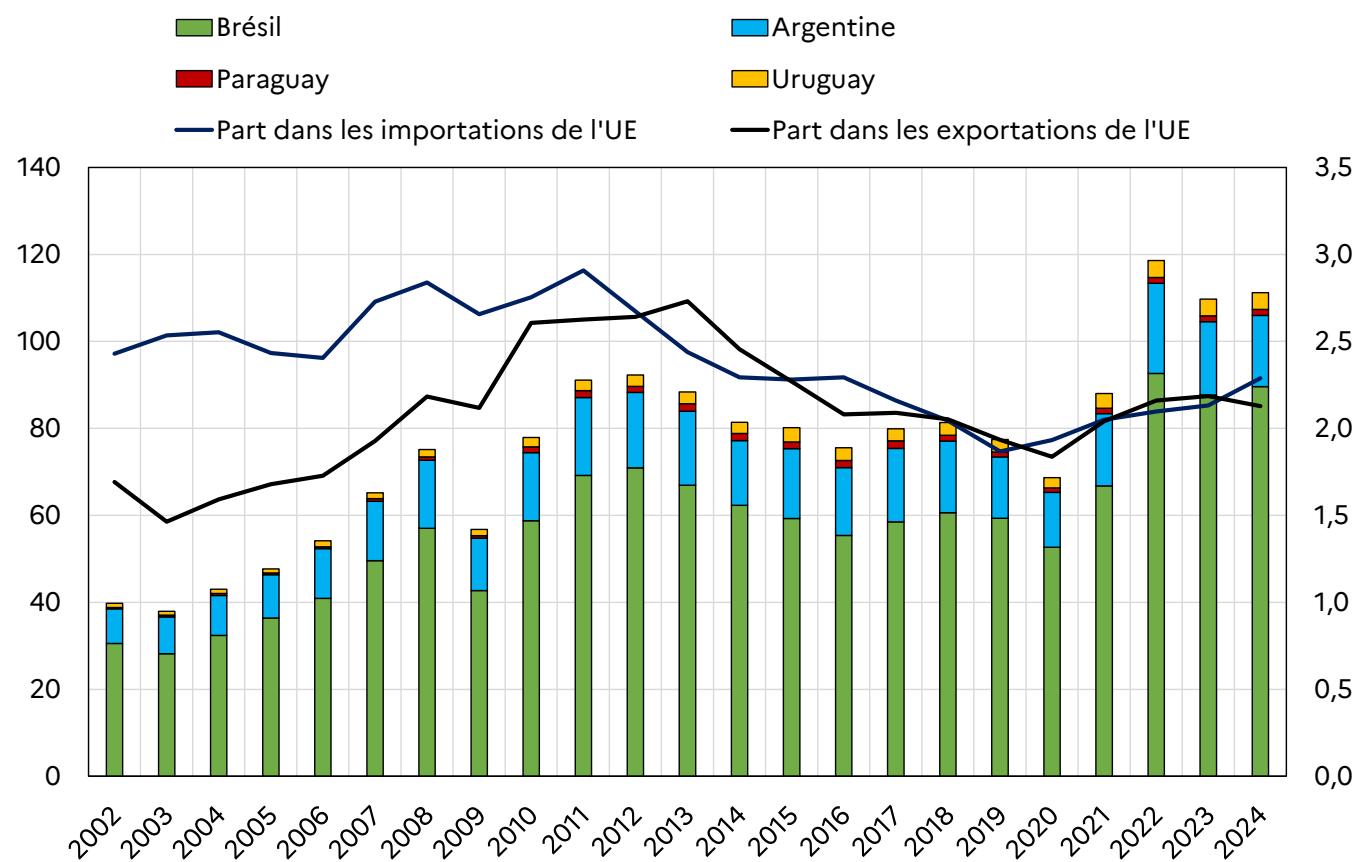
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2024	-1,3%	2,6%	4,2%	3,1%
Inflation (g.a, fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2024	0,3%	-2,8%	-2,6%	-3,2%
Dette publique (% du PIB)	2024	84,7%	41,7%	44,8%	68,7%
Solde courant (% du PIB)	2024	0,9%	-1,5%	-3,7%	-1,0%
Dette extérieure (% du PIB)	2024	49,0%	74,4%	39,4%	57,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (g.a, fin de période) - Agents économiques	2025	29,8%	3,9%	4,0%	3,9%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	4,5%	2,5%	4,4%	2,5%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,9%	2,4%	4,2%	2,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2026	4,0%	2,0%	3,7%	2,4%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2026	3,0%	2,2%	4,0%	2,0%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2024	632	330	44	81
Population (millions)	2024	47,1	20,0	6,9	3,5

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 24/10/2025

## Graphique de la semaine

Échanges commerciaux de l'UE avec les pays du Mercosur (Md EUR, échelle de gauche) et part des importations et exportations vers le Mercosur dans le total de l'UE (%, échelle de droite)



Sources : Eurostat, SER de Buenos Aires

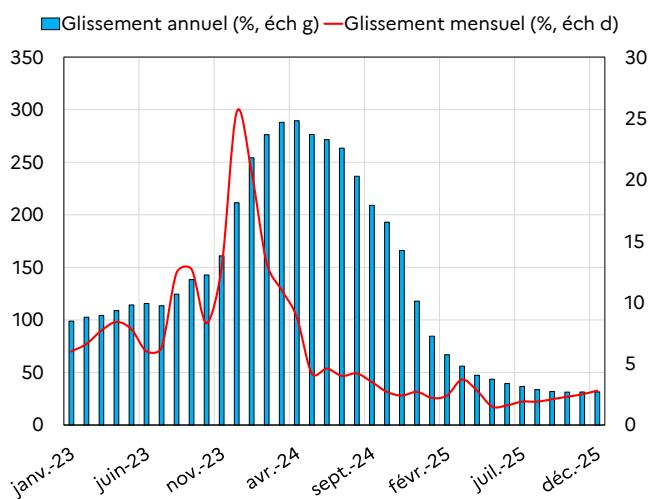
# ARGENTINE

## Nouvelle hausse de l'inflation en décembre, à +2,8 % en g.m.

L'inflation s'est établie à +2,8 % en glissement mensuel (g.m.), en décembre (après +2,5 % en novembre), soit le 7<sup>ème</sup> mois consécutif en hausse, au-delà des attentes de marché (qui s'établissait à +2,3 %). Le processus désinflationniste se maintient toutefois en glissement annuel (g.a.), l'inflation n'ayant que légèrement augmenté pour atteindre +31,5 % (après +31,4 % en novembre), un plus bas pour un mois de décembre depuis 2017. Dans le détail, l'inflation sous-jacente a augmenté de 0,4 pp pour atteindre +3,0 % en g.m. tout comme celle des biens, qui a augmenté de +0,3 pp à +2,6 % g.m. L'inflation dans les services a, de son côté, progressé de +0,5 pp pour s'établir à +3,4 % g.m. L'accélération des prix sur le mois a également été tirée par la hausse des prix régulés (+0,4 pp à +3,3 %), le mois de décembre sous l'effet d'ajustements tarifaires sur l'électricité et le gaz.

### Graphique :

#### L'inflation poursuit sa hausse en variation mensuelle



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

**Les tensions inflationnistes restent jugulées par une série de facteurs**, parmi lesquels : i) l'équilibre budgétaire, avec l'obtention d'un nouvel excédent en 2025 (+0,2 % après +0,3 % en 2024), mettant fin au financement par création monétaire du déficit budgétaire, structurellement le vecteur principal de l'inflation dans le pays ii) une politique monétaire qui demeure restrictive (haut niveau de

réserves obligatoires à détenir à la BCRA pour les banques commerciales – encajes), bien qu'orientée à l'assouplissement ces dernières semaines, iii) la baisse du degré de transmission de la dépréciation du change sur les prix (pass-through), pourtant traditionnellement élevé en Argentine.

**En dépit des ajustements de politiques cambiaires et monétaires en vigueur depuis début 2026, le Peso ne connaît à ce stade pas de dépréciation, limitant les pressions sur les prix.** Pour rappel, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, les bandes de fluctuation du taux de change (régime de change dit de « *crawling band* ») s'élargissent au rythme de l'inflation en m-2 (contre 1 % précédemment), permettant une possible dépréciation plus prononcée du Peso. Ce phénomène ne s'est pas encore matérialisé le Peso s'étant même apprécié d'environ 2 % face à l'USD depuis le début de l'année. En parallèle, la BCRA dispose d'un programme d'accumulation de devises, dépendant du rythme de remonetisation de l'économie. Ainsi, entre le 1<sup>er</sup> et le 21 janvier 2026, les achats nets de devises atteignent 823 M USD. Le consensus de marché (enquête REM de la BCRA de décembre 2025) table désormais sur une inflation qui atteindrait +20,1 % g.a. fin 2026.

## Maintien de l'excédent commercial en 2025, malgré un net recul vs 2024

**Sur l'ensemble de 2025, l'Argentine a dégagé un excédent commercial de +11,3 Md USD**, soit une baisse de -40 % par rapport à l'excédent record enregistré en 2024. Dans le détail, les importations ont atteint 76 Md USD (+24,7 %), progressant plus vite que les exportations qui ont atteint 87 Md USD (+9,3 %). Dans le détail, les exportations ont bien résisté, portées par le dynamisme des secteurs énergétiques et minières (cf. *infra*), permettant de dégager un excédent énergétique robuste de +7,8 Md USD (le plus haut sur 20 ans). La forte hausse des importations s'explique quant à elle par la stratégie d'ouverture commerciale de l'exécutif (avec notamment une baisse des barrières commerciales) et par un Peso fort, qui réduit le coût des importations.

**Les pays asiatiques sont ceux qui ont le plus bénéficiés du rebond des importations argentines** : les importations en provenance de Chine ont en particulier bondi de +53,9 % (plus gros déficit commercial du pays), tandis qu'elles

n'ont augmenté que de +17,4 % en provenance de France et +7,7 % en provenance des États-Unis. Le Brésil reste le premier partenaire commercial de l'Argentine, devant la Chine et les États-Unis.

## Secteur minier : une année 2025 historique pour les exportations

**Le gouvernement argentin a indiqué que les exportations minières ont atteint 6 Md USD en 2025, soit leur plus haut niveau historique (+29,2 % g.a.).** Les exportations de minerais métallifères se sont établies à 4,9 Md USD, représentant 82 % du total, avec une contribution dominante de l'or à 4,1 Md USD, un niveau record. Dans le même temps, les exportations de lithium ont atteint 905 M USD, soit 15 % du total, marquant un maximum historique et confirmant la progression du segment au sein du portefeuille exportateur minier.

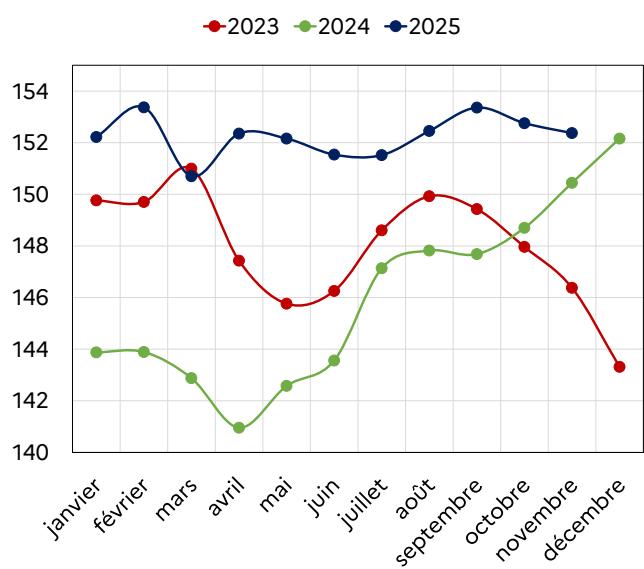
**Si la performance 2025 est largement portée par l'environnement de prix internationaux pour l'or et l'argent,** la dynamique du lithium se distingue par un facteur plus structurel, lié au démarrage de quatre projets entre 2024 et 2025, portant à sept le nombre de mines de lithium en production dans le pays. Cette trajectoire conforte l'idée d'un changement d'échelle progressif, sous réserve de la poursuite des mises en service, de la disponibilité d'infrastructures logistiques et énergétiques dans les provinces concernées, et d'un cadre d'investissement suffisamment stable pour des projets à cycles longs. Dans sa communication officielle, l'exécutif rattache explicitement ces perspectives au Régime d'incitations aux grands investissements, le RIGI, présenté comme un levier d'accélération des investissements et, à terme, d'amélioration de la balance commerciale minière.

## Léger recul de l'activité économique en novembre, de -0,3% en g.m.

**L'estimateur mensuel d'activité économique (EMAE) a affiché une baisse de -0,3 % en g.m. en novembre 2025** (-0,3 % en g.a), après avoir déjà reculé de -0,4 % en octobre. En variation annuelle, les secteurs ayant enregistrés les plus fortes contractions sont l'industrie piscicole (-25 %), l'industrie manufacturière (-8,2 %) et le commerce (-6,4 %). A l'opposé, certains secteurs ont enregistré une variation positive sur le mois, à l'instar de la finance (+13,9 %), de l'agriculture (+10,5 %) et de l'activité minière (+7,0 %).

## Graphique :

**Nouveau recul de l'activité au mois de novembre (indice EMAE, base 100 en 2004, désaisonné)**



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

**La croissance s'établirait entre +4 à +4,5 % sur l'ensemble de l'année 2025, avant de diminuer en 2026 selon différentes estimations :** dans son dernier World Economic Outlook (WEO, janvier 2026), le FMI estime que la croissance atteindra +4,5 % en 2025 et +4,0 % en 2026, tandis que l'OCDE table sur +4,2 % en 2025 et +3,0 % en 2026, et le consensus de marché +4,4 % puis +3,5 %.

## Approbation d'un prêt de la CAF de 400 M USD au secteur énergétique

**Le pouvoir exécutif argentin a approuvé par décret, le 18 janvier 2026, un prêt conclu avec la Corporation andine de développement, (CAF) d'un montant de 400 M USD.** Ce financement vient soutenir par un appui budgétaire le « Programme d'approche sectorielle élargie (SWAP) d'appui à la durabilité du secteur énergétique », qui entend renforcer la soutenabilité du système énergétique, par une amélioration du ciblage des subventions en faveur des ménages vulnérables et par la promotion de l'efficacité énergétique. Le programme s'articule autour de quatre axes : (i) renforcement du cadre réglementaire, (ii) renforcement institutionnel, (iii) promotion d'un usage plus efficient de l'énergie et (iv) contrôle des dépenses associées. Il sera mis en œuvre par le ministère de l'Économie via la sous-secrétairerie de Transition et de Planification énergétique et une direction chargée de la gestion fiduciaire.

**Cette décision intervient dans un contexte de tension persistantes sur le réseau électrique et de coupures récurrentes dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires.** Un épisode survenu le 15 janvier 2026 a, selon la presse, touché jusqu'à environ un million d'usagers au pic et perturbé les transports. Selon la presse, la réussite opérationnelle du dispositif reposera sur la capacité des autorités à stabiliser un cadre prévisible, à sécuriser l'identification des bénéficiaires et à articuler ces réformes avec les contraintes d'exploitation du système énergétique et les exigences de qualité de service des distributeurs.

## **La production pétrolière a atteint un niveau record en décembre 2025**

**Le ministère de l'Économie a indiqué que l'Argentine a atteint en décembre 2025 son record mensuel de production pétrolière, avec 868 712 barils/jour en moyenne, en hausse de +2,3 % g.m. et de +14,8 % g.a.** Selon le Secrétariat à l'Énergie, cette performance repose principalement sur la montée en puissance de la production de pétrole non conventionnel dans la province de Neuquén, où se situe le principal bassin d'hydrocarbures du pays, Vaca Muerta. Cette province concentre 601 273 barils par jour, soit 69 % de la production nationale, et le niveau de production enregistré en décembre dépasse d'environ 1,2 % le précédent pic observé en octobre 2025.

**Le ministère attribue cette performance à un cadre de politique économique privilégiant des « règles claires », la mobilisation de l'investissement privé et un État recentré sur la régulation.** Il souligne que cette montée en puissance vise à convertir le potentiel énergétique du pays en retombées macroéconomiques concrètes, notamment en matière de croissance, d'emploi et de génération de devises. Cette dynamique s'inscrit plus largement dans la stratégie de développement des hydrocarbures non conventionnels, que le gouvernement présente comme un levier structurel de rééquilibrage de la balance énergétique et de renforcement durable des capacités d'exportation. A long terme, la soutenabilité de cette trajectoire constitue un enjeu, impliquant : (i) un niveau d'investissement compatible avec l'augmentation des volumes, (ii) la sécurité des conditions d'évacuation et de transport et (iii) l'augmentation de la production vers la génération effective de recettes en devises.

## **Participation argentine au Forum de Davos**

**Une délégation argentine conduite par le président J. Milei a pris part au Forum économique mondial de Davos avec une agenda centrée sur les échanges avec les milieux économiques et financiers internationaux.** Il était accompagné du ministre de l'Économie, Luis Caputo, du ministre de la Dérégulation et de la Transformation de l'État, Federico Sturzenegger, et du ministre des affaires étrangères Pablo Quirno. Le président a rencontré des représentants de plus de 70 entreprises internationales, parmi lesquels des dirigeants de grandes banques et sociétés de gestion d'actifs (Citigroup, BlackRock, Franklin Resources, BTG Pactual, BBVA, TIAA), ainsi que des entreprises non-financières issues des secteurs de l'énergie, de la finance, de l'industrie, de la logistique et des technologies, parmi lesquelles Volkswagen Group, A.P. Moller-Maersk, Mercuria Energy Group, Salesforce et Saudi Electricity Company, dans le cadre d'un « *Country Strategy Dialogue on Argentina* ». La délégation a également multiplié les contacts institutionnels et médiatiques, dans un contexte international marqué par une volatilité accrue des marchés liée aux tensions géopolitiques et aux annonces américaines.

**L'intervention de J. Milei, programmée sur la scène principale du forum, s'inscrit dans la continuité de sa ligne idéologique : défense du libre marché, critique de la régulation et valorisation du capitalisme comme moteur de croissance et d'innovation.** Le président a mis en avant les réformes engagées depuis son arrivée au pouvoir, en particulier la dérégulation économique, l'ajustement budgétaire et la libéralisation des flux financiers. Il a également présenté les États-Unis comme un modèle de référence en matière de capitalisme et de politique de concurrence, affichant un alignement stratégique avec Washington, jusqu'à l'adhésion au Conseil de la Paix lancé par D. Trump (qu'a également rejoint le président du Paraguay). Le gouvernement présente cette séquence à Davos comme un levier de crédibilisation de son programme économique et de mobilisation de l'investissement privé en Argentine.

# CHILI

## Le président élu J.A. Kast a présenté son équipe gouvernementale

**Ce mardi 20 janvier 2026, le futur président du Chili José Antonio Kast a dévoilé les noms des ministres qui composeront son équipe gouvernementale à partir du 11 mars 2026.** Dans la sphère économique comme pour la plupart des ministres de premier plan, le président élu a privilégié des profils techniques et expérimentés, ainsi qu'une grande proximité avec le secteur privé. Contrairement aux attentes des analystes, un seul biministère est créé – celui de l'Économie et des Mines – suscitant la défiance des acteurs du secteur minier.

**L'économiste Jorge Quiroz est nommé au ministère des Finances après avoir assuré la coordination de l'équipe économique de la campagne de José Antonio Kast.** M. Quiroz a travaillé la plus grande partie de sa vie en tant que consultant pour de nombreuses entreprises, notamment au sein de son cabinet Quiroz & Asociados. Durant sa carrière, le futur ministre a participé à de nombreux conseils d'administration – dont celui de la Bourse de Santiago – et a été conseiller économique de l'ancien maire de La Florida, Rodolfo Carter. La proximité de M. Quiroz avec le président élu et son positionnement marqué en faveur d'une dérégulation accrue de l'économie et d'une réduction du périmètre de l'État pourrait donner une importance capitale à ce ministère, notamment vis-à-vis des marges de manœuvre des ministres de l'Économie et des Mines, de l'Environnement, de l'Énergie ou encore du Travail. Au sein du ministère des Finances, la Direction du Budget (Dipres) sera dirigée par **José Pablo Gómez**, actuel directeur administratif et financier de l'Entreprise nationale de pétrole (Enap) et ancien chef de la division des Finances publiques de la Dipres sous Michelle Bachelet et Sebastián Piñera, écarté à l'arrivée du gouvernement de Gabriel Boric. L'économiste **José Ignacio Llodrá** a également été annoncé en tant que sous-directeur de la rationalisation et de la fonction publique.

**La nouveauté institutionnelle surtout dans la création d'un biministère de l'Économie et des Mines**, dont Daniel Mas assurera le pilotage. Ingénieur agronome de formation, M. Mas s'est ensuite dédié au secteur de la construction au sein

de l'entreprise familiale Ecomac, active dans le nord du pays et dont il occupait la présidence depuis 2010. De 2010 à 2014, le futur biministre a également été vice-président du terminal portuaire de Coquimbo. Il est actuellement vice-président de la Confédération de la Production et du Commerce (CPC), l'un des syndicats professionnels les plus puissants du Chili. Cette nomination a été vivement contestée par le secteur : deux des plus importants syndicats d'entreprises minières du pays – la Chambre minière du Chili (CMC) et la Société nationale des Mines (Sonami) ont toutes deux pointé la connaissance imparfaite du secteur de la part de l'ingénieur agronome, ainsi que les limites de l'intégration des mines dans un biministère, risquant de freiner le portage stratégique d'un secteur essentiel de l'économie chilienne. La nomination de M. Mas est intervenue après l'annonce de Los Andes Copper – le matin-même – de la nomination de son directeur général à la tête du ministère, pourtant non-suivie d'effet.

**Enfin, le ministère de l'Énergie sera dirigé par l'avocate et sénatrice du Parti « Démocrates », dont elle est la fondatrice et présidente, Ximena Rincón.** Cette femme politique, issue de la Démocratie chrétienne, a occupé des fonctions sous différents gouvernements notamment en tant que Secrétaire générale de la Présidence et ministre du Travail dans le deuxième gouvernement de Michelle Bachelet. En tant que sénatrice, Ximena Rincón a participé à la Commission Énergie, puis a présidé la Commission des Finances, dans laquelle elle a adopté une position ferme contre le projet de loi du gouvernement sortant visant à stimuler la demande d'hydrogène vert par un soutien public, défendant la vision d'un État facilitateur, mais pas financeur. Dans son nouveau portefeuille, la future ministre de l'Énergie devra relever plusieurs défis d'ampleur : la réforme des subventions électriques et le remboursement des surfacturations des tarifs de l'électricité, la régulation des PMGD (*Pequeños Medios de Generacion Distribuidas*), la fiabilisation du système électrique, mis à mal après la panne généralisée de février 2025 ou encore le développement de la filière hydrogène vert.

**Dans les autres ministères d'intérêt économique** (Travaux Publics, Transports et Télécommunications, Travail et Prévision sociale, Logement et urbanisme...), **le président Kast a aussi nommé des profils techniques disposant d'une**

**expérience politique ou entrepreneuriale** importante et favorisant le rattachement de personnalités de la droite traditionnelle. Il est à noter que Francisco Pérez Mackenna deviendra ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement. Cet homme d'affaires, directeur général de la holding d'investissement Quiñenco du groupe familial Luksic, a conduit l'expansion internationale du conglomérat et a occupé une place de premier rang dans de nombreux syndicats patronaux chiliens, confirmant l'orientation pro-business de l'administration entrante. M. Pérez Mackenna siégeait, jusqu'à sa nomination, au conseil d'administration de la Chambre de commerce Chili-États-Unis (AmCham), laissant présager une proximité de fait avec le voisin nord-américain.

## **Année record pour les exportations, soutenues par les cours du cuivre**

**Les chiffres du commerce extérieur chilien pour l'année 2025, publiés par la Banque centrale du Chili, font état d'une année record pour les exportations chiliennes, à 107 Md USD, en augmentation de 7,9 % par rapport à 2024.** Cette performance s'explique principalement par la bonne santé des exportations de produits miniers, et en particulier de cuivre en lien avec la hausse des cours observée pendant l'année. Le cuivre représente ainsi plus de la moitié des exportations chiliennes. Plus largement, les exportations chiliennes de produits miniers représentent 63,3 Md USD, soit 59,1 % des exportations totales du pays (+12,6 % par rapport à 2024). Les produits des industries agricoles et agroalimentaires (en particulier les fruits et légumes, les cerises, le saumon...) représentent le deuxième secteur d'exportation du Chili, avec 23 Md USD, soit 21,5 % du total des exportations chiliennes (+3,9 % par rapport à 2024). Le dernier poste d'exportation majeur du Chili – les produits de l'industrie forestière (meubles, cellulose, papier...) – représentaient 5,9 Md USD d'exportations en 2025 (5,5 % du total).

**Les importations chiliennes, portées par l'investissement en biens de capital, progressent quant à elles de 10,3 % pour s'établir à 86,2 Md USD,** entraînant une légère dégradation de l'excédent commercial, qui s'établit à +20,8 Md USD, contre +21,0 Md USD en 2024.

**Au niveau géographique, la Chine reste le premier partenaire commercial du Chili (32,7 % des échanges commerciaux) devant les États-Unis et l'Union européenne, et renforce surtout son positionnement de fournisseur.** En 2025, la Chine représentait 36,4 % des exportations chiliennes, en progression de 3,4 % par rapport à 2024 devant les États-Unis (16,2 % ; +11,1 % par rapport à 2024) et l'Union européenne (9,7 % ; +17,3 %) et ce malgré un ralentissement de la dynamique liée à la faiblesse de la demande intérieure chinoise. Le Japon, la Corée du Sud, le Brésil et l'Inde suivent ce classement. Du côté de l'UE, les Pays-Bas restent le premier client du Chili, devant l'Espagne et l'Allemagne. La France se situe au 4ème rang avec 1,3 Mds USD d'exportations chiliennes, soit 1,2 % du total, en nette progression par rapport à 2024 (+15,3 %). Du côté des importations, la Chine renforce son statut de premier fournisseur du Chili avec une augmentation des livraisons transpacifiques de +22,8 % pour atteindre 26,4 Mds USD, soit 28,5 % des importations du pays en 2025. Cela lui permet de distancer ses concurrents, face à la stagnation des importations depuis les États-Unis (16,6 Mds USD ; 17,9 % du total des importations ; +3,3 % par rapport à 2024) et l'insuffisante croissante des importations depuis l'UE (12,0 Mds ; 12,9 % ; +10,5 %).

## **Séché Environnement se renforce et devient l'entreprise leader des déchets dangereux au Chili**

**Présent au Chili depuis 2017, Séché Environnement a finalisé au début du mois de janvier l'acquisition d'Hidronor, leader de la gestion des déchets dangereux au Chili.** Le groupe français, spécialisé dans le traitement et la valorisation de déchets industriels ainsi que dans les services de dépollution et d'assainissement, devient ainsi « leader de la gestion des déchets dangereux dans le pays ». Fondée en 1991 et forte de ses 260 salariés, Hidronor gère environ 350 kt à 400 kt de déchets par an, grâce à trois sites répartis sur le territoire chilien. Au travers de sa filiale spécialisée Greendot, Hidronor, est également actif dans la valorisation des déchets industriels.

## **La Codelco et SQM créent Nova Andino Litio pour exploiter le lithium du salar d'Atacama**

Après des mois de discussions, l'entreprise minière publique Codelco et l'entreprise chilienne SQM ont officialisé fin décembre 2025 le lancement de la joint-venture **Nova Andino Litio** pour exploiter le lithium du salar d'Atacama jusqu'en 2060,. Cette association vise à assurer l'extraction et la gestion des ressources de lithium du salar d'Atacama après l'extinction de la concession attribuée à SQM dans les années 1970 et courant jusqu'en 2030, en garantissant l'application des principes érigés par la Stratégie nationale du lithium, publiée en 2023 (laquelle impose notamment un contrôle public majoritaire – ici de la Codelco – sur l'extraction et l'exploitation des gisements de lithium définis comme prioritaires). La prise de contrôle sera effective à partir de 2031.

**Dans ce nouveau modèle, l'État chilien captera environ 70 % du résultat opérationnel de la JV entre 2025 et 2030, - ce qui pourrait représenter entre 60 et 80 millions de dollars par an selon S&P – puis 85 % à partir de 2031, tout en s'appuyant sur l'expertise industrielle de SQM.** La nouvelle entité héritera notamment des actifs les plus stratégiques de SQM, dont les concessions minières du salar de Maricunga, la plus grande raffinerie de lithium au monde à Antofagasta et une usine de lithium en Chine, renforçant la position du Chili comme acteur clé du marché mondial.

**L'accord, validé après des négociations complexes et la fin des différentes enquêtes anti-trust et recours juridiques, fait encore l'objet de dénonciations et de critiques sur sa gouvernance.** Notamment, le géant chinois Tianqi Lithium, actionnaire à 22 % du groupe SQM, a dénoncé les modes d'approbation de l'alliance et a déposé plusieurs recours à la Commission des marchés financiers, annonçant vouloir porter le cas à la Cour Suprême. Des voix ont également critiqué la nomination de Máximo Pacheco – président de la Codelco depuis l'élection du président Boric – à la tête du conseil d'administration de Nova Andino. Selon l'opposition actuelle, cette nomination répondrait plus à des critères politiques que techniques – alors que le nouveau président du Chili prendra ses fonctions le 11 mars prochain – et soulève des interrogations en matière de gouvernance et de conflits d'intérêt.

## **PARAGUAY**

### **Importations de matières premières en forte progression en 2025**

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) du Paraguay a annoncé que les importations de matières premières autorisées au titre du « régime de matière première » ont atteint 531 M USD au cours de l'année 2025, soit une hausse d'environ 30 % g.a. Selon le rapport officiel, 6 966 demandes d'importation ont été approuvées, (+ 19 % g.a.), au bénéfice de 287 entreprises industrielles. Sur le seul mois de décembre 2025, le MIC fait état de 51 M USD d'autorisations de matières premières importées, soit 727 demandes pour 151 industries.

**La grande majorité des produits importés provient de Chine et d'Inde (76 %), devant les États-Unis, le Japon, la Turquie, l'Allemagne et d'autres marchés.** Sur le plan sectoriel, les produits métalliques et chimico-pharmaceutiques constituent les principaux postes, représentant près des deux tiers du total, suivis par les importations de tabac, de machinerie, de matériel électrique, de textiles, de papier et d'aliments. Enfin, le MIC souligne une forte concentration géographique des importations à l'intérieur du pays : 94 % des importations autorisées concernent des industries situées dans le département Central, à Alto Paraná et à Asunción.

## **URUGUAY**

### **Publication des anticipations du consensus de marché**

**La Banque centrale d'Uruguay (BCU) a publié les résultats de son enquête mensuelle de janvier sur les anticipations de marché au sujet de l'évolution des grandes variables économiques.**

**Sur le volet évolution des prix,** le consensus de marché table sur une inflation qui resterait maîtrisée, pour atteindre en moyenne +4,4 % en 2026, +4,5 % en 2027 et +4,5 % en 2028. En décembre 2025, l'inflation avait atteint +3,7 %, en net recul par rapport à novembre 2025 lorsqu'elle avait atteint +4,1 %, tout en se maintenant dans la fourchette cible de la BCU : +3 à +6 %. La BCU est actuellement dans un cycle d'assouplissement monétaire, celle-ci ayant abaissé son taux directeur

à 5 reprises depuis juillet 2025, pour le porter à date à 7,5 %.

**Sur le volet cambiaire**, le consensus de marché anticipe une dépréciation progressive mais limitée du Peso, à respectivement 38,9 UYU/USD fin janvier 2026, 40,2 UYU/USD fin décembre 2026 et 41,5 UYU/USD fin décembre 2027. Pour rappel, le Peso connaît une appréciation significative depuis début 2025 (environ +13 %), s'approchant ces dernières semaines des 38 UYU/USD.

**Enfin, sur le volet activité**, le consensus de marché table sur une croissance relativement limitée dans les prochaines années, à hauteur de 1,9 % en 2026 et 2027 et 2,0 % en 2028, soit un niveau légèrement en-deçà de la croissance potentielle estimée par le FMI à 2,2 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication** : Stéphane TABARIE  
Service Economique Régional de Buenos Aires

**Rédaction** : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

**Abonnez-vous** : [leo.lesage@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leo.lesage@dgtrésor.gouv.fr)